

LE GRAND
DESS @ IN



Hauts-de-France



Document de travail préparatoire à l'atelier

Les trajectoires et la gestion des transitions

SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT,
DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES

Jeudi 2 Février 2017
à l'Institut Polytechnique LaSalle de BEAUVAIS

Une région qui connaît des mutations de niveaux et d'échelles différentes : socio-économique, environnementale, technologique. Comment mieux les articuler pour leur donner sens et construire des trajectoires de transition? En effet, ces mutations déstabilisent les équilibres existants, elles comportent des risques mais aussi d'importantes opportunités. Il reviendra notamment aux territoires et aux initiatives locales de s'en saisir pour construire un modèle de développement adapté à leurs spécificités.

La région a fait face dans les dernières décennies à des chocs économiques multiples qui ont eu d'importantes conséquences sociales et environnementales. En lien avec l'évolution du monde, ces mutations ont profondément transformé le mode de vie des habitants, l'organisation de la région, et son appareil productif. Des stratégies de reconversion ont permis à de nombreux territoires de renouveler leurs moteurs de développement et de s'inscrire dans des dynamiques positives. Aujourd'hui, alors que les mutations s'accroissent, se complexifient et se renforcent les unes les autres, il s'agit pour la région de s'inspirer des exemples vertueux pour tirer l'ensemble de ses territoires vers des trajectoires de transition positives et constitutives du monde de demain.

Ces trajectoires de transition sont examinées à partir de trois focales :

- ◇ L'emploi et la formation face aux mutations économiques
- ◇ Les transitions numériques et leurs opportunités territoriales
- ◇ Les impacts territoriaux du changement climatique : entre adaptation et robustesse

L'emploi et la formation face aux mutations économiques



Des mutations économiques qui questionnent les métiers, les filières et le rapport des travailleurs à leurs emplois. En lien avec les démarches de programmation menées dans la région sur l'avenir des filières de formation, comment les territoires peuvent-ils se saisir des enjeux de formation que ces mutations génèrent pour accompagner les populations à faire face aux chocs à venir ?

Sur la longue période de 1999 à 2011, l'emploi dans la nouvelle région a progressé de 4,1% contre 8,3% en moyenne nationale. Cette progression ne permet toutefois pas de faire face à la demande d'emplois. Ce solde positif masque d'importants mouvements en termes de créations et destructions d'emplois. On constate globalement que les emplois industriels tendent à reculer au profit d'emplois de services, ce qui atténue la spécificité industrielle de la région. même si elle conserve quelques spécialisations industrielles remarquées (IAA, automobile, aéronautique, ferroviaire,...). De même les emplois créés montent en qualification conformément aux tendances nationales, avec une hausse des emplois de cadres et de techniciens au détriment des ouvriers.

La structuration socio-économique des territoires de la région Hauts de France est largement héritée de dynamiques économiques propres sur la base desquelles se sont notamment engagées les reconversions consécutives à l'effondrement industriel. Elles s'inscrivent dans des trajectoires diversifiées. La majeure partie des progressions d'emplois se concentre dans quelques zones autour de Lille et du sud de la région tandis les zones d'emplois en recul sont plutôt situées sur le nord du littoral et à l'est de la région.

L'enjeu pour la région consistera donc à créer des emplois dans les secteurs en dynamique, en accompagnant la montée en qualification de la population. Dans ce contexte, comment permettre un développement des emplois sur l'ensemble du territoire régional en accompagnant les initiatives locales ? Comment saisir les opportunités des besoins en émergence pour structurer des dynamiques de développement local ? Comment les acteurs locaux peuvent-ils s'emparer des enjeux de formation de leur population en encourageant la mobilité, en soutenant le retour à l'emploi des personnes les plus fragiles, en aidant les salariés les moins qualifiés de continuer à se former pour suivre l'évolution de leurs métiers ?

- Le secteur tertiaire continue à se développer au détriment principalement du secteur industriel : il regroupe 76.6 % de la population active en 2013.
- La population active continue de croître alimentée par la hausse des taux d'activité des femmes, mais son rythme de croissance est appelée à se ralentir dans les prochaines années.
- Le taux d'activité (69.4 % en 2011) est inférieur de 3 points à la moyenne nationale. Il s'explique notamment par un taux d'activité des femmes de 64,1% soit 5 points de moins que la moyenne nationale, tandis que le taux d'activité masculin est inférieur de 1,5 points.
- Avec 14,1% des actifs occupés en 2012, et d'un point supérieur à la moyenne nationale, les Hauts-de-France est l'une des régions françaises les plus concernées par les formes particulières d'emplois (comprenant les actifs en CDD, en intérim, ou apprentissage, contrats aidés etc.)
- En 2014, 68.3 % des élèves entrant en 6ème obtiendront le Bac (Général, Technologique ou Professionnel) tandis que les autres obtiendront un niveau de qualification inférieur ou sortiront sans qualification.
- 21.2 % des jeunes âgés de 15 à 24 ans ne sont pas insérés (ni en emploi, ni en études) contre 17 % en France.
- En 2013, 38,4% des 30 -34 ans étaient diplômés du supérieur, en progression de 2,5 points depuis 2008 mais en deçà des objectifs de la stratégie de Lisbonne à 40% et de la moyenne nationale à 45,5%.
- Dans les cinq départements régionaux, moins de 30% d'enfants d'ouvriers et employés sont devenus cadres ou professions intermédiaires, ce qui situe la région en bas du classement de la mobilité sociale (source France Stratégie 2015)



Transitions numériques et opportunités territoriales



Des transitions numériques qui s'accroissent et viennent impacter les pratiques des habitants et des acteurs économiques et sociaux. Alors que la couverture du territoire des Hauts-de-France en très haut-débit est engagée vers un objectif de fibre optique pour tous en 2030, comment les territoires et leurs acteurs se saisiront-ils des opportunités liées au développement du numérique ?

Les transitions induites par le numérique sont à l'œuvre dans les Hauts-de-France (couverture, filière numérique, plusieurs centaines de lieux de proximité). Ces transitions positionnent les Hauts-de-France à l'intérieur d'une dynamique numérique qui est mondiale puisque 3.5 milliards de personnes ont accès à l'internet aujourd'hui.

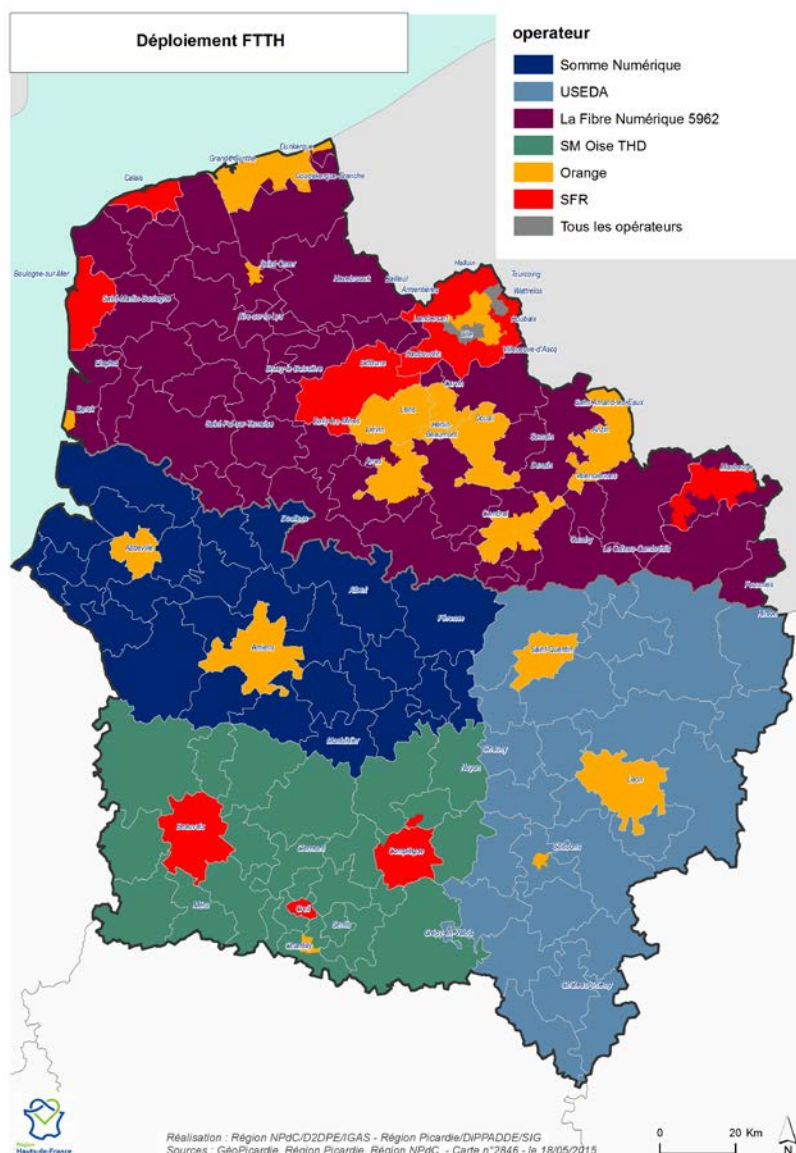
Parce qu'il ne nécessite que très peu de moyens individuels, le numérique est un paradoxe pour les territoires. D'un côté il permet de s'affranchir des contraintes spatiales de mise en relation et contribue ainsi à leur effacement. De l'autre, il constitue un outil facile à mobiliser pour créer des richesses, y compris à forte valeur ajoutée. Dans ce second scénario, le numérique représente un levier de développement des métropoles et aussi des territoires intermédiaires, périphériques ou ruraux. Il permet ainsi d'atténuer les effets de la métropolisation et de la concentration dans l'espace de la population, des services publics et des entreprises et d'envisager un nouveau développement local.

Ce développement local impulsé par le numérique implique prise de conscience et mise en mouvement des territoires. Comment perçoivent-ils le numérique ? Comment le numérique peut-il contribuer à la vie quotidienne des habitants, des entreprises et administrations ? Comment accompagner les initiatives locales et permettre à chacun de profiter de ces opportunités ? Comment passer d'une logique d'excellence en haute technologie à une logique de droit commun avec une diffusion dans tous les milieux ? Quels effets ces nouvelles pratiques liées au numérique auront-elles sur l'emploi et les équilibres locaux ?

- Près de 3.5 milliards d'habitants éligibles à internet dont 56 millions en France
- Dans le Monde, plus de 8 milliards d'abonnements. Pour la France, 70 millions d'abonnements à la téléphonie ou l'internet mobile, 27 millions à l'internet fixe (dont près de 5 millions en THD) et 10 millions d'objets connectés
- Plus de 3 heures par jour passées à surfer sur Internet. La moitié de la population française utilise un réseau social
- 62% des français majeurs (plus de 80% des 18-39 ans) ont réalisé un achat en ligne ces 12 derniers mois. 78% des chercheurs d'emploi utilisent Internet pour la recherche d'un emploi. 62% des français ont réalisé des démarches administratives ou fiscales par internet

Le numérique dans les Hauts-de-France

- Un accès généralisé au THD par fibre en cours de déploiement pour tous les habitants à l'horizon 2030,
- Une filière numérique avec un Pôle Régional Numérique de 380 entreprises adhérentes, des entreprises leaders (OVH, ANKAMA ...), des sites d'excellence (Euratechnologies à Lille, le pôle RoboNumérique à Saint Quentin, la Plaine Image à Tourcoing, la Serre numérique à Valenciennes...), des acteurs publics de développement (Tech Amiénoise, Pictanovo, CITC ...),
- 12 700 emplois occupés d'informaticiens et + 4% d'emplois en 2017 (contre +2.7% en France).
- Près de 500 lieux numériques de proximité pour accompagner les habitants, commerçants, associations dans leurs usages numériques (médiation, FabLab, coworking...),
- 26 formations labellisées « Grande Ecole du Numérique » et des formations initiales et professionnelles nombreuses et réparties sur le territoire régional, dont certaines de renommée internationale.



Impacts territoriaux du changement climatique : entre adaptation et robustesse



Face à l'accélération des mutations environnementales, l'action publique dans les Hauts de France peut, au travers de ses schémas stratégiques, inciter les acteurs régionaux à anticiper les tendances et les risques à venir tout comme les opportunités de développement qui en découlent. En effet, la région est soumise à des contraintes qui se renforcent en termes de pression sur les ressources et les milieux ainsi que d'accroissement des risques. Mais ces mutations recèlent aussi d'importantes opportunités, dont la région s'est saisie de manière précoce avec la démarche Rev3.

Les stratégies d'adaptation impliquant de renforcer la robustesse des territoires pour faire face aux conséquences du changement climatique sont porteuses de potentialités de développement. Elles permettent d'accompagner les mutations des milieux naturels, des paysages et des espèces et des espaces urbains et industriels. Elles favorisent ainsi le maintien de l'attractivité du territoire en matière de tourisme, de loisirs et de qualité de vie pour les habitants.

[Par ailleurs, les objectifs du facteur 4 (réduction par quatre des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 par rapport à 1990) sont l'occasion de développer l'activité de la région tant en matière d'efficacité énergétique, de renforcement de la capacité d'innovation des entreprises, d'ouverture de nouvelles filières et de nouveaux marchés qu'en matière d'aménagement des territoires.

Dans les deux cas, les territoires sont au cœur des enjeux. C'est à leur niveau que se situent les régulations entre objectifs de préservation et de développement, que s'opèrent les articulations entre les acteurs. Comment éviter que les vulnérabilités environnementales ne viennent renforcer des fragilités sociales et territoriales déjà existantes ? Comment les différentes initiatives qui se multiplient au niveau local peuvent-elles être coordonnées et encouragées ? Comment peuvent-elles s'articuler avec les stratégies régionales de développement et les engagements nationaux et européens ? Comment peuvent-elles constituer dans leur diversité le socle d'un modèle de développement spécifique aux Hauts de France ?

- Le taux d'artificialisation est de 9,6 % pour la région HDF contre 5,5 % en France métropolitaine. Les espaces artificialisés ont progressé de 7,6 % entre 2000 et 2012 ; principalement au détriment des surfaces agricoles.
- Les espaces naturels et semi-naturels (forêts, milieux semi-naturels, zones humides, surfaces en eau) représentent 14,5 % des surfaces en HDF contre une moyenne nationale de 35 %.
- Une situation intermédiaire au regard de la qualité de l'air avec un nombre de jours de bonne ou très bonne qualité qui varie de 311 jours par an dans l'agglomération dunkerquoise à 245 dans l'agglomération lilloise. Globalement on constate un impact significatif du trafic routier et des émissions industrielles sur la qualité de l'air dans les agglomérations de la région.
- D'un point de vue quantitatif, l'état des masses d'eau souterraines est globalement bon mais l'état chimique est moins favorable avec moins d'un tiers des masses d'eau en bon état dans le périmètre régional.
- Inondations, submersions marines, retrait-gonflement des argiles...des risques existants dont la fréquence et la gravité sont susceptibles d'être modifiées par le changement climatique. Ces risques concernent notamment des espaces densément peuplés et fortement équipés, en industries et infrastructures.
- Une consommation d'énergie plus élevée que la moyenne nationale en lien avec la spécialisation industrielle de la région. Les ménages supportent une grande partie de cette facture énergétique dont la part ne fait qu'augmenter, centrée sur le résidentiel (électricité, gaz, fioul) et la mobilité (carburants).
- L'INSEE, dans des travaux de novembre 2015, relève qu'environ 20% des ménages HDF sont en situation de vulnérabilité énergétique concernant le logement (soit environ 500 000 ménages).
- Le tourisme représente plus de 3% du PIB et 3% des emplois des Hauts de France.
- L'agriculture représente les deux tiers de la surface régionale, 2,3% des emplois et 2,4% du PIB régional.

